



L'ÉDITORIAL DE JEAN-CLAUDE MAILLY DATÉ DU MERCREDI 11 MAI 2011

UN ACTE DE RÉSISTANCE SOCIALE ET RÉPUBLICAINE

À l'occasion d'une conférence de presse, le 3 mai*, nous avons présenté le livre noir de la RGPP que nous avons réalisé et actualisé, y compris avec des exemples locaux.

Conformément à notre attachement à la république sociale et à ses trois piliers (services publics, régimes sociaux, conventions collectives et statuts nationaux), nous avons publiquement dénoncé les atteintes graves aux principes républicains et aux droits des usagers-citoyens.

De fait, au travers d'une démarche idéologico-budgétaire, la réduction à marche forcée des dépenses publiques conduit à des suppressions d'effectifs, de missions, de services publics.

Exemples à l'appui, nous avons expliqué que la RGPP se traduisait, y compris, par des problèmes importants de sécurité civile ou sanitaire. C'est le cas quand l'État veut se dégager de sa responsabilité dans la gestion de l'hydraulique (surveillance, prévention et gestion des crues) ou quand les abattoirs ne seront plus tenus d'être contrôlés par les services sanitaires.

C'est encore le cas quand la fermeture de services d'urgences et le surbooking des SMUR conduisent à ne pas pouvoir traiter tous les patients et mettent les soignants dans l'obligation de faire des choix déchirants.

C'est aussi le recours possible à des privés pour les procédures d'immatriculation des véhicules, qui conduit à faciliter les erreurs ou trafics.

C'est encore le cas quand, confronté à des problèmes budgétaires, un commissaire de police demande à ses officiers de faire un vide-grenier pour équiper le commissariat.

Vous retrouverez tous ces exemples dans notre livre noir.

Combattre la RGPP et exiger son arrêt est donc un acte de résistance sociale et républicaine indispensable. Cela ne concerne pas que les fonctionnaires, cela concerne tout le monde.

Nous n'avons pas attendu que la campagne électorale pour les élections du 20 octobre 2011 commence pour découvrir les méfaits de la RGPP. Dès 2007 nous avons tiré la sonnette d'alarme.

Une fois de plus nos analyses sont confirmées. À nous tous de les faire connaître, y compris dans la perspective du 20 octobre 2011.

«Je-Nous-Tous avec FO!» est le slogan retenu par la Fédération générale des Fonctionnaires Force Ouvrière.

Notre campagne s'inscrit dans le cadre de la défense et de la promotion des droits individuels et collectifs, sociaux et républicains.

C'est aussi pour cela que nous condamnons la volonté de modifier la Constitution pour y intégrer l'interdiction du déficit budgétaire, tout comme nous condamnons sur le plan européen le «pacte euro», qui veut enraciner l'austérité. Cela s'appelle être cohérent.

* Tenue avec les fédérations des fonctionnaires et des services publics et de santé.